Protestation

Al-Jumhuriya, 1 septembre 1954.

Je ne sais si ce que j'ai lu dans certains journaux parisiens est exact : que la France aurait fait part à l'Égypte de sa protestation contre ce qui est diffusé à la radio dénonçant sa politique en Afrique du Nord en général, et au Maroc en particulier.

Mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que les journaux français sont dans la plus vive colère, dénonçant avec la plus grande véhémence ce qui est diffusé depuis l'Égypte en soutien aux Marocains et aux Tunisiens dans leur refus de l'injustice, leur revendication de leurs droits, leur résistance à l'oppression et leur révolte contre le colonialisme.

Le Monde a publié il y a quelques jours un éditorial sous un titre déplaisant, où il associait le nom de notre premier ministre à celui de ce dieu romain à deux visages dont le temple s'ouvrait en temps de guerre et se fermait en temps de paix. Il y prétendait que notre premier ministre adoptait deux positions contradictoires à l'égard de la France : l'une de paix et de douceur, l'autre d'hostilité et de guerre ; notre premier ministre — selon ce que rapportait Le Monde — étant pacifique envers la France, soucieux d'établir entre elle et l'Égypte des liens d'amitié et de coopération ; il avait reçu avec joie et bon espoir cette délégation française venue récemment proposer à l'Égypte d'investir des sommes considérables de fonds français dans la réalisation des réformes qu'elle tente.

Il avait également chargé le correspondant du Monde, Édouard Sablier, de déclarer à Paris que l'Égypte considérait le gouvernement français en place — le gouvernement Mendès France — avec beaucoup d'espoir et d'attente.

Et il précisait que si notre premier ministre avait bien tenu ces propos, il les avait tenus en se référant à la politique française en Afrique du Nord, et à la tentative de Mendès France de satisfaire les Tunisiens en réalisant certaines de leurs aspirations.

Et il est clair que si notre premier ministre a bien tenu ces propos, il entendait par là orienter avec douceur le premier ministre français vers l'adoption, au Maroc, d'une démarche ressemblant plus ou moins à celle qu'il tente au sujet de la Tunisie. Cette position de notre premier ministre

est donc une position de paix envers la France ; mais il en a une autre, que Le Monde considère comme une position de guerre, à savoir lorsqu'il laisse la radio égyptienne libre d'appeler à l'équité envers les Marocains et les Tunisiens, et lorsqu'il laisse les journaux égyptiens libres d'appeler à l'indépendance des Marocains et des Tunisiens également.

Et c'est ainsi que Le Monde a dépeint notre premier ministre comme se contredisant lui-même, faisant la paix avec la France et lui faisant la guerre en même temps, et a souhaité qu'il choisisse l'une des deux positions. Et ce qu'il y a de plus étrange dans cet article, c'est que ce journal français, toujours connu pour sa mesure, sa modération et son souci d'éviter la partialité dans ce qu'il écrit — dans la mesure où un journal de ce genre peut éviter la partialité dans ses chroniques politiques —, demande au premier ministre égyptien quelque chose qu'on ne demande au premier ministre d'aucun autre pays.

Car il existe entre l'Égypte et la France des relations politiques officielles fondées sur l'amitié, la courtoisie et la coopération au service du bien et de la paix, et de tout ce qui profite aux peuples et sert les intérêts des deux pays.

Et ces relations politiques ont des limites bien définies, connues, établies dans les usages internationaux ; elles n'empêchent pas l'Égypte de dénoncer, parmi les actes de la France, ceux qu'elle estime être en droit de dénoncer, tout comme elles n'empêchent pas la France d'en faire autant à l'égard de l'Égypte. Tant que l'ambassade d'Égypte se maintient, portes ouvertes, à Paris, et tant que l'ambassade de France se maintient, portes ouvertes, en Égypte, les relations entre les deux pays reposent sur l'amitié, la courtoisie et la coopération, mais cela ne dissout l'un des deux États dans l'autre, ni ne fait de l'un l'ombre de l'autre. Et cela n'abolit pas davantage la liberté de critique, qui est un droit naturel du peuple égyptien, de sa presse et de sa radio, même si cette radio est soumise à l'autorité du gouvernement.

Et le gouvernement français en place, comme les gouvernements français qui l'ont précédé, et comme ceux qui lui succéderont demain ou après-demain, n'aime pas la politique russe, ne l'approuve ni ne s'en satisfait ; et pourtant, elle établit ses relations avec la Russie sur ces mêmes arrangements officiels habituels, fondés sur l'amitié, la courtoisie et la coopération, tant que la France a une ambassade installée, portes ouvertes, à Moscou, et tant que la Russie a une ambassade installée, portes ouvertes, à Paris.

Et combien de fois les premiers ministres français expriment-ils ouvertement, au Parlement français, une critique amère et violente de la politique russe, tandis que la presse française et la radio française dépassent les limites de la courtoisie dans les critiques et les dénonciations qu'elles adressent à la Russie et à sa politique, et la Russie rend à la France la pareille, sans que l'un ou l'autre État ne proteste contre l'autre par les voies diplomatiques ou par la presse et la radio.

Et entre la France et ses alliés et amis les plus proches existent des différends qui ne cessent jamais, mais qui n'appellent de protestation d'aucun côté. Qu'ont donc les Français — gouvernement et peuple — à attendre de l'Égypte ce qu'ils n'attendent d'aucun de leurs amis ni de leurs adversaires ? Pourquoi s'indignent-ils de la moindre chose lorsqu'elle vient de l'Égypte, et ne s'indignent-ils pas de choses bien plus graves lorsqu'elles viennent d'autres adversaires ou amis ? Et pourquoi exigent-ils de l'Égypte ce qu'ils ne peuvent exiger de leur propre presse française ? Car parmi les journaux français qui paraissent à Paris et en province, il en est qui adressent à la politique française en Afrique du Nord des critiques et des condamnations d'une violence à laquelle la critique égyptienne, quelle que soit sa dureté, ne saurait être comparée.

J'ai sous les yeux — tandis que je dicte cet article — un journal français parisien ami du premier ministre en exercice, Mendès France, qui adresse à la politique française en Afrique du Nord des accusations des plus graves qui soient, et des dénonciations des plus violentes qui soient ; il nous apprend que Mendès France avait l'intention de tenter au Maroc ce qu'il avait tenté en Tunisie, mais que de mauvais conseillers parmi les colonialistes, dont il nomme certains, l'en ont détourné, et lui ont fait croire qu'il valait mieux attendre que la violence s'apaise au Maroc, et que la France ne paraisse pas céder à la pression de ceux qui se soulèvent et s'indignent contre elle.

Et il nous apprend que le président Mendès France a déçu l'espoir que les Français avaient placé en lui lorsqu'il a écouté ces conseillers, et lorsqu'il a laissé les colonialistes libres de faire subir au peuple marocain ce qu'ils voulaient.

Et il nous apprend également que cette nouvelle politique du président Mendès France est celle qui a permis à l'administration française au Maroc de commettre les graves exactions qu'elle a commises par précaution contre les manifestations qu'elle redoutait durant la fête du Sacrifice, et le vingtième jour du mois d'août, jour où le sultan légitime

fut écarté de son trône ; elle a ainsi mené ce que tous les journaux français appellent des opérations d'« épuration » dans les grandes villes, c'est-à-dire que l'armée a occupé ces villes et arrêté ceux dont on attendait qu'ils fomentent des manifestations. Et il résulte de cette épuration que ceux que l'armée a arrêtés au cours de cette opération ne se comptent ni par dizaines ni par centaines, mais par plusieurs milliers.

Et il nous apprend aussi que cette nouvelle politique du président Mendès France est celle qui a rendu possible, pour l'administration française, de faire irruption dans les mosquées, d'arrêter les oulémas fidèles au sultan exilé, et de les conduire au palais du sultan en place pour leur faire proclamer, par la contrainte, leur allégeance envers lui.

Et il nous apprend également que l'administration française a rassemblé les gens par la force de l'armée afin qu'ils viennent présenter au sultan en place leurs félicitations pour la fête. Et lorsqu'ils l'eurent fait, elle donna à chacun d'eux mille francs, ainsi qu'une quantité de sucre et de thé.

Elle fonde donc sa politique sur l'attrait et la crainte à la fois, l'épée dans une main, les francs, le sucre et le thé dans l'autre ; et qu'y a-t-il de plus corrupteur pour les mœurs, et de plus destructeur pour les liens entre les hommes, qu'une politique fondée sur ces formes abominables d'incitation et d'intimidation, qui abolissent la dignité humaine, et fondent la condition de l'homme non sur la satisfaction de sa conscience et la tranquillité de son cœur, mais sur la crainte d'un côté, et sur la satisfaction des bouches, des gorges et des ventres de l'autre ?

C'est de tout cela, et de bien plus encore, et de pire encore, que nous informe ce journal favorable au président Mendès France, et il n'est pas seul dans cette dénonciation, car d'autres journaux français y prennent part, peut-être même avec plus de véhémence dans leur critique, et plus de sévérité dans leur condamnation et leur dénonciation. Et je sais que les Français peuvent supporter la critique venant de leurs propres compatriotes sans la supporter venant d'autrui ; mais les journaux italiens et anglais publient davantage de nouvelles sur l'injustice française au Maroc et en Tunisie que ne le font les journaux égyptiens et la radio égyptienne.

Et je ne sache pas que la France ait protesté contre l'Italie ou contre la Grande-Bretagne pour cela, et je ne mentionnerai même pas les journaux des pays qui rejettent la politique de la démocratie occidentale, lesquels dépeignent sans aucun doute la politique française en Afrique du

Nord sous le jour le plus hideux et le plus abominable ; et nous ne savons pas que la France ait protesté contre l'un quelconque de ces pays pour cela… Pourquoi donc la France réserve-t-elle cette protestation à l'Égypte seule, à l'exclusion de toutes les autres nations ?

Pour ma part, j'explique cela par deux raisons. La première : ce que l'Égypte écrit et diffuse est lu et entendu par les Tunisiens et les Marocains, car cela est écrit et diffusé en langue arabe, tandis que les Marocains et les Tunisiens ne lisent ni n'entendent presque jamais ce qui est écrit ou diffusé dans d'autres langues étrangères.

Mais il convient que la France accepte l'Égypte telle qu'elle est, avec ses défauts, et qu'elle sache que nous ne pouvons changer notre langue, ni écrire et diffuser dans une langue étrangère que nos frères de langue et de religion ne comprendraient pas, pour obtenir la satisfaction de la France ; car notre langue peut bien nous importer davantage que la France elle-même, quelle que soit l'ampleur des liens d'amitié et de courtoisie officielle qui nous unissent à elle.

La seconde raison : la France, semble-t-il, établit une distinction entre les Européens et les Orientaux, et les Arabes parmi eux en particulier, parce qu'elle s'est habituée, chez les Orientaux, à une faiblesse ancienne. Et il est de son devoir de savoir que les nations s'affaiblissent et se fortifient, et que la force ne se réduit pas à l'abondance des armes et à l'abondance de l'argent, mais que la force véritable, la force tout entière, est celle qui vient de l'éveil de la conscience humaine dans l'âme des peuples. Et il est de son devoir, et de son intérêt, de savoir que la conscience humaine s'est éveillée dans le monde oriental, et dans le monde arabe en particulier, et qu'elle-même, ainsi que certains de ses alliés, ont déjà goûté l'amertume des conséquences nées de cet éveil.

Elle n'a donc d'autre choix que d'accepter, une fois encore, l'Égypte telle qu'elle est, avec ses défauts, et de savoir que nous ne renoncerons jamais à notre conscience humaine, et que nous ne resterons pas silencieux devant ces méfaits abominables que le colonialisme commet dans quelque pays que ce soit de la terre, et dans les pays arabes et islamiques en particulier ; car ceux qui se taisent devant de tels méfaits ne font que taire la vérité, et il est établi dans nos âmes depuis de longs siècles que celui qui se tait sur la vérité est un démon muet, et nous ne voulons être ni des démons, ni des muets. Mieux vaut, plutôt que de protester contre la parole de vérité lorsqu'elle est dite, que la France

revienne à la vérité, rentre dans la voie de la raison, et restitue aux Marocains et aux Tunisiens les droits qu'ils attendent de voir rendus.